

CÔTE D'IVOIRE

Malgré l'annonce de sa retraite, le PPA-CI dit non au départ de Gbagbo et le maintient à la tête du parti

NIGERIA

Coup d'État avorté, des officiers bientôt jugés

SÉNÉGAL-MAROC

En visite à Rabat, Ousmane Sonko et son homologue marocain referment la parenthèse émotionnelle de la CAN

BURKINA FASO – TOGO

Un message des jihadistes du Jnim asphyxie le grand marché à bétail de Fada N'Gourma

CAN 2025

La CAF sévit, cinq matchs pour Pape Thiaw et des amendes records

MALGRÉ L'ANNONCE DE SA RETRAITE, LE PPA-CI DIT NON AU DÉPART DE GBAGBO ET LE MAINTIENT À LA TÊTE DU PARTI



Programme Collectif de Perte de Poids

Perdez du poids durablement et changez vos habitudes !



**Atelier Pratique
sur la Perte de Poids**



**Consultation Nutritionnelle
+ Plan Alimentaire**



**Suivi Quotidien
& Pesées Hebdomadaires**



**2h de Sport par Semaine
(Fitness, Marche...)**



Programme Collectif en Groupe



Durée: 4 SEMAINES



Tarif: 50 000 FCFA



Objectif: Perte de poids & Nouvelles Habitudes

Inscrivez-vous dès maintenant !

Début de la prochaine cohorte :

SAMEDI 07 FÈVRIER 2025



+225 07 08 73 49 64

PLACES LIMITÉES !



Scannez pour
plus d'infos



Infos & Inscriptions : +225 07 08 73 49 64

Table des matières

04 EDITO

05 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

20 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

Edito

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel MIAN

Dr Emmanuel MIAN
Fondateur & CEO
Mian Media



POLITIQUE

HAMANIÈ
N°84



01 CÔTE D'IVOIRE

Malgré l'annonce de sa retraite, le PPA-CI dit non au départ de Gbagbo et le maintient à la tête du parti

03 NIGER

Coup d'État avorté, des officiers bientôt jugés

05 SÉNÉGAL-MAROC

En visite à Rabat, Ousmane Sonko et son homologue marocain referment la parenthèse émotionnelle de la CAN

07 ÉTHIOPIE

Les combats ont repris au Tigré, la région replonge dans l'incertitude

02 AES

Malgré les tensions diplomatiques, Washington maintient sa coopération militaire avec le Burkina Faso, le Niger et le Mali

04 OUGANDA

La traque de l'opposant Bobi Wine s'intensifie, son épouse agressée par des soldats lors d'un raid nocturne

06 NIGER

Nuit sous tension à Niamey, tirs nourris et explosions autour de l'aéroport international Hamaniè Diori

06 BURKINA FASO

Le pouvoir militaire enterre le multipartisme, les partis et formations politiques dissous



CÔTE D'IVOIRE : MALGRÉ L'ANNONCE DE SA RETRAITE, LE PPA-CI DIT NON AU DÉPART DE GBAGBO ET LE MAINTIENT À LA TÊTE DU PARTI

Dans un contexte politique national marqué par des tensions et des débats profonds sur l'avenir de l'opposition ivoirienne, le Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI) a pris une décision qui relance le débat sur la direction de la principale formation politique dirigée par l'ancien président Laurent Gbagbo.

Le samedi 24 janvier 2026, les élites du PPA-CI se sont réunies en session ordinaire à Abidjan pour discuter des orientations du parti au cours de l'année en cours. L'enjeu principal de cette rencontre portait sur l'avenir de la présidence du parti tenue par Laurent Gbagbo, ancien chef de l'État ivoirien (2000-2011) et figure fondatrice du PPA-CI.

À l'issue des débats, le Comité Central, organe dirigeant du parti, a officiellement rejeté la perspective d'un retrait de la vie politique de Gbagbo et a demandé à l'ancien président de poursuivre sa mission à la tête de la formation politique. Cette demande a été unanimement approuvée par Gbagbo lui-même, qui a accepté de rester président du parti.

Un revirement stratégique

Cette décision intervient après une annonce faite par Laurent Gbagbo à l'automne 2025, où il avait déclaré qu'il entendait se retirer progressivement des fonctions politiques au sein de son parti et de la vie publique, estimant qu'il avait « assez donné » à son pays et souhaitant favoriser une relève générationnelle.

Cependant, face aux pressions internes du parti et à l'opposition ivoirienne qu'il incarne encore largement, Gbagbo a accepté la demande de ses cadres. Selon les dirigeants du PPA-CI, son leadership reste essentiel pour guider le parti face aux défis politiques actuels, notamment la gestion des tensions post-électorales, la situation sociale et la mobilisation à l'approche des échéances politiques à venir.

Une base militante fidèle et mobilisée

La base militante du PPA-CI a joué un rôle déterminant dans cette dynamique. Lors de la tournée d'information nationale organisée en décembre 2025,

de nombreux militants ont exprimé leur opposition à ce que Gbagbo quitte la tête du parti, estimant que sa présence était un atout indispensable dans un contexte politique jugé difficile pour l'opposition ivoirienne.

Pour les partisans, le maintien de Gbagbo à la présidence du PPA-CI s'inscrit comme un rempart contre les tentatives de marginalisation politique de l'opposition, et symbolise la continuité d'un combat politique jugé nécessaire pour représenter les voix critiques dans le paysage national.

Regard vers l'avenir

Outre la reconduction de Gbagbo à la tête du parti, le PPA-CI a également fixé la tenue de son premier Congrès ordinaire pour le 15 mai 2026, une étape importante pour définir les stratégies internes et les positions politiques du parti dans les prochains mois.

ACette assemblée est perçue comme une opportunité de renforcer l'organisation du parti, de renouveler ses structures et de clarifier ses objectifs politiques dans un pays où le débat démocratique reste fortement polarisé.

Outre la reconduction de Gbagbo à la tête du parti, le PPA-CI a également fixé la tenue de son premier Congrès ordinaire pour le 15 mai 2026, une étape importante pour définir les stratégies internes et les positions politiques du parti dans les prochains mois.

Cette assemblée est perçue comme une opportunité de renforcer l'organisation du parti, de renouveler ses structures et de clarifier ses objectifs politiques dans un pays où le débat démocratique reste fortement polarisé.

La décision du PPA-CI de demander à Laurent Gbagbo de rester à la tête du parti, malgré son intention initiale de se retirer de la vie politique, illustre les tensions entre volonté de renouvellement et besoin de continuité politique dans l'opposition ivoirienne. Si certains y voient un signe de stabilité et de maturité stratégique, d'autres soulignent les défis que représente encore la transition génératonnaelle au sein des formations politiques historiques.

Le PPA-CI, en réaffirmant sa confiance en Gbagbo, mise sur l'expérience de son fondateur pour traverser une période politique jugée cruciale dans l'histoire récente de la Côte d'Ivoire.



AES : MALGRÉ LES TENSIONS DIPLOMATIQUES, WASHINGTON MAINTIENT SA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LE BURKINA FASO, LE NIGER ET LE MALI

Malgré le refroidissement diplomatique entre Washington et plusieurs capitales sahéliennes dirigées par des jupes militaires, les États-Unis n'ont pas totalement tourné la page de leur engagement sécuritaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger. En coulisses, la coopération militaire se poursuit, bien que sous une forme nettement moins visible qu'auparavant.

Selon un haut responsable du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (Africom), les échanges entre les forces américaines et les armées sahéliennes n'ont pas été rompus.

Des partages de renseignements ont notamment permis de soutenir des opérations ciblant des groupes terroristes actifs dans la région. Une collaboration que Washington reconnaît comme « différente » de celle menée il y a encore quelques années, tant sur le plan opérationnel que politique.

Depuis les coups d'État successifs qui ont bouleversé l'équilibre régional, les autorités militaires au pouvoir à Bamako, Ouagadougou et Niamey ont pris leurs distances avec plusieurs partenaires occidentaux traditionnels.



Les États-Unis, tout en réduisant leur empreinte directe, semblent privilégier une approche pragmatique : maintenir des canaux de communication, afin de contenir la menace jihadiste, toujours bien implantée dans le Sahel.

Cette posture intervient dans un contexte de recomposition stratégique. Les trois pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont renforcé leurs coopérations sécuritaires alternatives, notamment avec la Russie, redéfinissant ainsi les rapports de force et d'influence dans la région.

Dans le même temps, Washington opère un recentrage clair vers le Nigeria, considéré comme un pilier sécuritaire en Afrique de l'Ouest. Confronté à des insurrections jihadistes persistantes et à une criminalité armée endémique, Abuja bénéficie d'un soutien américain accru. Celui-ci se traduit par une accélération des ventes d'équipements militaires et par un partage renforcé de renseignements.

Les États-Unis mènent également des missions de reconnaissance aérienne au profit des forces nigérianes, afin d'améliorer l'efficacité de leurs frappes. Une stratégie assumée qui confirme la place centrale du Nigeria dans l'architecture sécuritaire américaine dans la région.

Entre retrait relatif au Sahel central et engagement renforcé au Nigeria, Washington ajuste ainsi sa politique africaine, cherchant à préserver ses intérêts sécuritaires dans un environnement régional profondément transformé.

NIGERIA : COUP D'ÉTAT AVORTÉ, DES OFFICIERS BIENTÔT JUGÉS



Après des mois de dénégations, l'armée nigériane a officiellement reconnu l'existence d'un complot visant à renverser le président Bola Tinubu. Lundi 26 janvier, l'état-major a annoncé que plusieurs officiers seraient prochainement jugés par un tribunal militaire pour leur implication présumée dans une tentative de coup d'État survenue en 2025.

Cette annonce marque un tournant. Jusqu'ici, les autorités avaient soigneusement évité toute référence publique à un projet de renversement du pouvoir, préférant évoquer de vagues manquements disciplinaires. La confirmation d'une procédure judiciaire militaire met fin à cette ambiguïté.

Des critères d'éligibilité appelés à se durcir

En octobre 2025, seize officiers avaient été interpellés par l'armée. Officiellement, il s'agissait de sanctions internes liées à des problèmes d'indiscipline. En coulisses, toutefois, plusieurs sources sécuritaires avaient indiqué que ces arrestations visaient des officiers soupçonnés de préparer une prise de pouvoir par la force.

Lundi, le porte-parole de l'armée, le major général Samaila Uba, a confirmé que l'enquête interne avait permis d'identifier des éléments impliqués dans un projet de déstabilisation du régime. Les officiers concernés seront traduits devant une juridiction militaire, sans qu'aucun calendrier précis n'ait encore été communiqué.

Une crise qui a ébranlé le sommet de l'État

L'affaire a laissé des traces au plus haut niveau de l'appareil sécuritaire. Peu après les arrestations, le président Tinubu avait procédé à un remaniement sensible au sein de l'état-major. Le général Christopher Musa, alors chef d'état-major, avait été temporairement écarté avant de réintégrer ses fonctions, puis d'être nommé ministre de la Défense en décembre.

Ce mouvement avait été interprété comme un signal politique fort. Un responsable gouvernemental avait alors reconnu que l'existence d'un tel complot révélait une faille grave dans le renseignement militaire, difficilement acceptable pour un pouvoir civil.

Le poids de l'histoire militaire nigériane

Cette tentative de coup d'État résonne avec l'histoire politique du Nigeria. Depuis son indépendance, le pays a connu plusieurs interruptions de l'ordre constitutionnel et de longues périodes de gouvernement militaire. Bien que le Nigeria soit officiellement revenu à un régime démocratique en 1999, l'armée demeure un acteur central de l'équilibre politique.

Chaque rumeur de putsch ravive ainsi la crainte d'un retour en arrière, dans une région ouest-africaine déjà fragilisée par une succession récente de coups d'État militaires.

Une armée sous pression permanente

Le contexte sécuritaire pèse lourdement sur l'institution militaire nigériane. Les forces armées sont engagées simultanément contre les groupes jihadistes dans le nord-est, les gangs armés dans le nord-ouest et des mouvements séparatistes dans d'autres régions du pays.

À cette surcharge opérationnelle, s'ajoutent des tensions internes persistantes : retards de paiement, conditions de vie difficiles pour les soldats, fatigue liée à des déploiements prolongés. Autant de facteurs susceptibles d'alimenter des fractures au sein de la hiérarchie militaire.



Un signal d'alerte pour le pouvoir civil

En choisissant de rendre publique la tenue prochaine de procès militaires, les autorités nigériaines cherchent à démontrer leur contrôle sur l'appareil sécuritaire. Mais cette transparence tardive souligne aussi une réalité plus inconfortable : même dans une démocratie formelle, la stabilité politique reste étroitement liée à la cohésion de l'armée.

Le jugement des officiers impliqués sera scruté de près, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Il ne s'agira pas seulement de sanctionner des individus, mais de tester la capacité de l'État nigérian à contenir durablement toute tentation de rupture de l'ordre constitutionnel.

OUGANDA : LA TRAQUE DE L'OPPOSANT BOBI WINE S'INTENSifie, SON ÉPOUSE AGRESSÉE PAR DES SOLDATS LORS D'UN RAID NOCTURNE

La crise politique ougandaise a franchi un nouveau seuil de gravité. En fuite depuis plusieurs jours, l'opposant Bobi Wine accuse les forces de sécurité d'avoir violemment agressé son épouse lors d'une intervention nocturne à leur domicile.

Hospitalisée, elle serait aujourd'hui soignée pour des blessures physiques et un profond choc psychologique, dans un climat de répression post-électorale de plus en plus dénoncé par la communauté internationale.

Dans un message publié samedi sur le réseau social X, Bobi Wine décrit une scène de violence extrême. Selon lui, plusieurs centaines de soldats ont pris d'assaut sa résidence dans la nuit de vendredi à samedi. « Pour la plupart ivres », affirme-t-il, ils auraient pointé leurs armes sur son épouse avant de l'étrangler et de l'insulter.



Transportée d'urgence à l'hôpital, celle-ci demeure hospitalisée. Des images diffusées par l'opposant montrent une maison saccagée, renforçant l'accusation d'un raid mené avec une brutalité assumée.

Cette attaque présumée intervient alors que Bobi Wine se cache depuis le lendemain de l'élection présidentielle du 15 janvier. Le chanteur devenu homme politique conteste vigoureusement

les résultats officiels qui accordent au président sortant Yoweri Museveni 71,65 % des suffrages, lui permettant d'entamer un septième mandat consécutif à la tête du pays. Bobi Wine, crédité de 24,72 % des voix, dénonce un scrutin « truqué » et une campagne marquée par l'intimidation et la violence.

Au sommet de l'État, les signaux envoyés par le pouvoir n'ont fait qu'accroître les inquiétudes. Muhozi Kainerugaba,

fils du président Museveni et chef de l'armée, a brièvement publié un message appelant à la mort de l'opposant avant de le supprimer. Une menace qui s'inscrit dans un historique déjà lourd : lors de la présidentielle de 2021, Bobi Wine avait été arrêté, détenu et torturé, selon ses proches et ses avocats.

Face à cette escalade, ses soutiens tentent d'alerter au-delà des frontières ougandaises. L'un de ses avocats, Robert Amsterdam, a exhorté l'ONU et la communauté internationale à exiger des garanties immédiates pour la sécurité de son client. Il affirme que Bobi Wine n'est coupable que d'une chose : incarner une opposition pacifique à un régime qu'il qualifie de dictatorial.

Les autorités, de leur côté, dressent un tout autre tableau. Le chef de l'armée a reconnu la mort de 30 membres de l'opposition et l'arrestation d'environ 2 000 de leurs partisans depuis l'élection, tout en assurant que le pays serait désormais « en paix ». Il a également promis de ne plus publier de messages menaçants.

Ces déclarations peinent toutefois à apaiser les inquiétudes.

L'ONU et l'Union européenne ont exprimé leurs vives préoccupations face aux violences post-électorales et à la dégradation de la situation des droits humains.

Après près de quatre décennies de pouvoir sans partage, le régime de Yoweri Museveni fait face à une contestation qui, loin de s'éteindre, semble désormais se jouer au prix de vies humaines et de familles brisées.



SÉNÉGAL-MAROC : EN VISITE À RABAT, OUSMANE SONKO ET SON HOMOLOGUE MAROCAIN REFERMENT LA PARENTHÈSE ÉMOTIONNELLE DE LA CAN

Une semaine après la finale électrique de la Coupe d'Afrique des nations, les gouvernements sénégalais et marocain ont tenu à envoyer un message clair : l'incident sportif n'entamera pas une relation bilatérale construite sur des décennies de coopération. En visite officielle à Rabat, lundi 26 janvier, le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a minimisé les tensions nées de la rencontre, les qualifiant de simples débordements émotionnels liés à la ferveur populaire.

Face à son homologue marocain Aziz Akhannouch, Ousmane Sonko a insisté sur la nature profondément stratégique des liens entre les deux pays. Selon lui, sa présence au Maroc ne répondait à aucune logique de réparation diplomatique, mais s'inscrivait dans une volonté plus large de consolidation et de projection commune. « Les relations entre le Sénégal et le Maroc sont plus fortes que les émotions passagères », a-t-il affirmé devant les membres des deux gouvernements réunis en commission mixte.

Le sport, terrain des passions, pas de la rupture

La finale de la CAN, remportée par le Sénégal le 18 janvier, avait dégénéré dans les dernières minutes après une décision arbitrale controversée. Contestations, sortie temporaire des joueurs sénégalais, tentatives d'intrusion sur la pelouse et vives réactions sur les réseaux sociaux avaient alimenté un climat de tension entre supporters des deux nations.

Pour Ousmane Sonko, ces événements ne sauraient être interprétés comme des signes d'un malaise politique ou culturel plus profond. Il a appelé à replacer ces incidents dans leur contexte, évoquant des « excès émotionnels » propres aux grandes compétitions sportives, et non des fractures diplomatiques.

Un discours partagé côté marocain. Aziz Akhannouch a rappelé que les relations maroco-sénégalaises reposaient sur des fondations solides, renforcées par une coopération continue dans de nombreux secteurs. Le roi Mohammed VI avait d'ailleurs déjà exprimé, quelques jours plus tôt, sa confiance dans la capacité des peuples africains à dépasser les tensions nées du sport au nom de la fraternité continentale.

Une dynamique de coopération intacte

Au-delà des déclarations, la rencontre de Rabat s'est traduite par des actes concrets. Dix-sept accords ont été signés à l'issue des travaux de la commission mixte, couvrant des



domaines clés tels que l'agriculture, l'enseignement supérieur, l'industrie et le numérique. Un forum économique conjoint est également annoncé, confirmant la volonté des deux capitales de renforcer leurs partenariats.

Sur le plan judiciaire, dix-huit supporters sénégalais impliqués dans les incidents de la finale font l'objet de poursuites pour hooliganisme, avec une audience prévue le 29 janvier. Un rappel que, si la diplomatie avance, les débordements sportifs suivent leur propre chemin institutionnel.

En affichant l'unité et la continuité, Dakar et Rabat semblent vouloir refermer rapidement la parenthèse émotionnelle de la CAN, pour se concentrer sur une relation bilatérale qu'ils présentent comme stratégique, mature et résolument tournée vers l'avenir.



La capitale nigérienne a vécu une nuit inhabituelle, rythmée par le bruit des armes et des explosions. Aux alentours de minuit, mercredi soir, des détonations puissantes ont rompu le calme autour de l'aéroport international Diori Hamani, plongeant les riverains dans l'inquiétude.

Pendant près de deux heures, des tirs soutenus ont été entendus dans cette zone stratégique située à une dizaine de kilomètres du centre du pouvoir.

Ce n'est qu'aux environs de 2 heures du matin que le calme est progressivement revenu, sans qu'aucune explication officielle ne soit fournie par les autorités.

L'aéroport de Niamey n'est pas un site ordinaire. Il concentre plusieurs infrastructures militaires majeures : une base de l'armée de l'air, une base de drones récemment mise en service et le quartier général de la force conjointe réunissant le Niger, le Burkina Faso et le Mali, engagée dans la lutte contre les groupes jihadistes actifs dans la région.

NIGER : NUIT SOUS TENSION À NIAMEY, TIRES NOURRIS ET EXPLOSIONS AUTOUR DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL HAMANIÈ DIORI

Sur les réseaux sociaux, des vidéos tournées par des habitants montrent des traînées lumineuses fendillant le ciel nocturne, évoquant l'usage de systèmes de défense antiaérienne. Certaines images, non authentifiées de manière indépendante, laissent également apparaître des flammes et des carcasses de véhicules calcinés à proximité du site. Aucun bilan humain ou matériel n'a toutefois été communiqué dans l'immédiat. Des témoins affirment également avoir entendu des sirènes de secours se diriger vers l'aéroport.

Dans ce climat de confusion, un avion de ligne en provenance d'Alger n'a pas pu se poser à Niamey et a été dérouté vers le Burkina Faso, selon des analystes en sources ouvertes. L'enjeu sécuritaire est d'autant plus élevé que l'aéroport abrite actuellement une importante cargaison d'uranium, en attente d'exportation, dans un pays qui figure parmi les producteurs mondiaux de ce minerai stratégique.

Au lever du jour, alors que la situation semblait stabilisée, des partisans du régime militaire ont appelé à la mobilisation dans les rues de la capitale pour « défendre le pays ». Le Niger est dirigé depuis le coup d'État du 26 juillet 2023 par le général Abdourahamane Tiani, arrivé au pouvoir après la chute du président élu Mohamed Bazoum, dans un contexte régional marqué par des menaces sécuritaires persistantes et une forte instabilité politique.

ÉTHIOPIE : LES COMBATS ONT REPRIS AU TIGRÉ, LA RÉGION REPLONGE DANS L'INCERTITUDE



Moins de deux ans après la signature de l'accord de paix censé refermer l'un des chapitres les plus violents de l'histoire récente de l'Éthiopie, le nord du pays montre à nouveau des signes de forte instabilité. Des affrontements armés ont été signalés ces derniers jours dans l'ouest du Tigré, ravivant les craintes d'un enlisement durable du processus de pacification.

Selon des sources diplomatiques et sécuritaires, des combats ont opposé des troupes de l'armée fédérale à des forces tigréennes dans la zone de Tsemlet. Ce secteur se situe au cœur d'un différend territorial ancien entre le Tigré et la région voisine de l'Amhara, un contentieux qui n'a jamais été pleinement réglé et qui continue d'alimenter des tensions latentes.

Ce secteur se situe au cœur d'un différend territorial ancien entre le Tigré et la région voisine de l'Amhara, un contentieux qui n'a jamais été pleinement réglé et qui continue d'alimenter des tensions latentes.

Face à cette dégradation de la situation sécuritaire, une décision rare a été prise : la suspension des vols civils vers le Tigré. Ethiopian Airlines, unique compagnie à desservir la région, a interrompu ses liaisons, marquant une rupture symbolique forte. Depuis la fin officielle de la guerre en novembre 2022, jamais les vols n'avaient été stoppés, même lors d'incidents ponctuels. Cette mesure témoigne de la gravité perçue des événements en cours.

Le conflit du Tigré, qui a opposé pendant deux ans les forces fédérales et leurs alliés aux autorités tigréennes, a fait des centaines de milliers de victimes et profondément déstabilisé le pays. L'accord de Pretoria avait nourri l'espoir d'un retour progressif à la normalité. Mais sur le terrain, la paix demeure incomplète, en particulier dans les zones disputées où la présence de forces armées rivales reste une réalité.

À ce stade, les autorités éthiopiennes n'ont fourni aucune communication officielle détaillée sur l'ampleur des combats ni sur d'éventuelles pertes humaines. L'accès limité à certaines parties du Tigré complique toute évaluation indépendante, laissant place à de nombreuses zones d'ombre.

La reprise des affrontements et l'isolement temporaire de la région par voie aérienne constituent autant de signaux d'alerte. Ils rappellent que, malgré la fin formelle de la guerre, la stabilité du Tigré et plus largement du nord de l'Éthiopie reste fragile, suspendue à des équilibres politiques et territoriaux encore loin d'être consolidés.



En savoir plus : infos@athari-as.com

+2250759956898 / infos@athari-as.com

Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



01 SÉNÉGAL

Le cinéma africain en deuil : Halima Gadji, l'actrice sénégalaise s'est éteinte, une lumière foudroyée

02 ALGÉRIE

Avis de tempête sur le pays, la majorité des écoles fermées pendant deux jours

03 BURKINA FASO

Un message des jihadistes du Jnim asphyxie le grand marché à bétail de Fada N'Gourma

04 CAN 2025

Finale tendue de la CAN 2025 : La CAF sévit, cinq matchs pour Pape Thiaw et des amendes records

05 SÉNÉGAL

Sanctions de la CAF, le gouvernement fait bloc derrière Pape Thiaw et compte faire appel

Sénégal : Le cinéma africain en deuil : Halima Gadji, l'actrice sénégalaise s'est éteinte, une lumière foudroyée



Il y a des silences qui font plus de bruit que les ovations. Celui qui a traversé Dakar ce lundi 26 janvier 2026 en fait partie. Halima Gadji s'est éteinte à 36 ans, emportée par un malaise aussi soudain qu'incompréhensible. En quelques heures, le cinéma et la télévision africains ont perdu bien plus qu'une actrice : une voix, un regard, une présence qui savait déranger autant qu'émouvoir.

Le public l'avait découverte dans la peau de Marème Dial, personnage aussi admiré que décrié dans la série "Maîtresse d'un homme marié". Mais réduire Halima Gadji à ce rôle serait une injustice. Elle était de ces artistes rares qui habitent leurs personnages sans jamais s'y dissoudre totalement, utilisant la fiction pour interroger le réel. Derrière l'élégance et l'assurance à l'écran se cachait une femme marquée par des combats intimes, longtemps invisibles.

Née à Dakar en 1989, entre la Médina et Sacré-Cœur, Halimatou Gadji a grandi à la croisée des cultures, héritière d'un père sénégalais et d'une mère maroco-algérienne. Son parcours n'avait rien d'un conte de fées. Adolescent, son bégaiement fermait plus de portes qu'il n'en ouvrait. Les castings ratés, les refus répétés et l'abandon précoce de l'école auraient pu la détourner de ses rêves. Ils ont, au contraire, forgé sa détermination.

Avant les plateaux de tournage, il y eut les podiums et les spots publicitaires. Puis vint Tundu Wundu, première pierre d'une carrière qui allait s'élargir avec Sakho & Mangane, et surtout exploser avec la série de Marodi TV devenue phénomène sociétal. Halima Gadji n'y jouait pas seulement un rôle : elle cristallisait les débats sur le mariage, le pouvoir, la féminité et les contradictions des sociétés africaines contemporaines.

Récompensée aux Sotigui Awards en 2020, invitée sur les scènes internationales, marraine du festival Vues d'Afrique à Montréal, elle n'a jamais cessé de questionner son propre succès. Dans le documentaire *Don't Call Me Fire*, elle parlait sans fard de dépression, d'identité et de santé mentale, refusant l'image lisse que l'on attend souvent des figures publiques.

Aujourd'hui, les circonstances de sa disparition restent floues. Mais ce qui demeure limpide, c'est l'empreinte qu'elle laisse. Halima Gadji appartenait à cette génération d'artistes africaines qui ne se contentent pas de divertir : elles provoquent, interrogent et obligent à penser.

Son frère Kader Gadji poursuit le chemin, mais l'absence est immense. Le rideau est tombé trop tôt. Pourtant, ses personnages continuent de vivre, de déranger et de parler pour elle. Et peut-être est-ce là la définition la plus juste d'un héritage artistique : disparaître, sans jamais vraiment se taire.

Algérie : Avis de tempête sur le pays, la majorité des écoles fermées pendant deux jours



L'Algérie retient son souffle. À l'approche d'un épisode météorologique d'une rare intensité, les autorités ont choisi d'anticiper. Mercredi et jeudi, la vie scolaire sera largement mise entre parenthèses dans le pays : la majorité des écoles resteront fermées afin de protéger élèves et enseignants face à des vents annoncés comme particulièrement violents.

Mardi 27 janvier au soir, le ministère de l'Éducation nationale a officialisé la décision après la diffusion d'une alerte urgente émanant du ministère de l'Intérieur. En tout, 52 wilayas sont concernées par la suspension des cours, soit une grande partie du territoire national. L'objectif est clair : limiter les déplacements dans un contexte jugé à haut risque.

Des rafales redoutées et une vigilance maximale

Selon les prévisions, les rafales pourraient localement atteindre 120 km/h. Une puissance suffisante pour provoquer chutes d'arbres, coupures d'électricité et dégâts matériels importants. La Protection civile a multiplié les messages de prévention, appelant les citoyens à rester chez eux autant que possible, à éviter toute proximité avec les installations électriques et à prévoir des sources d'éclairage alternatives en cas de panne.

Les déplacements non essentiels sont vivement déconseillés, alors que les autorités redoutent une aggravation rapide des conditions météorologiques dans plusieurs régions.

Un pays encore marqué par des drames récents

Cette nouvelle alerte survient dans un climat déjà lourd. La semaine précédente, de violentes intempéries avaient endeuillé le pays. À Relizane, un homme d'une soixantaine d'années a été retrouvé sans vie, tandis qu'à Chlef, une fillette a perdu la vie emportée par une crue soudaine. Des drames qui restent dans toutes les mémoires et expliquent la prudence renforcée des autorités.

Quartiers inondés et routes impraticables

Alger, Relizane et Tipaza ont récemment payé un lourd tribut aux pluies torrentielles. Des quartiers entiers se sont retrouvés sous les eaux, plusieurs axes routiers ont été coupés et les services de secours ont dû intervenir en urgence pour évacuer et assister les habitants touchés.

Une instabilité météorologique à l'échelle régionale

Au-delà des frontières algériennes, la perturbation a également frappé la Tunisie. Des pluies qualifiées d'exceptionnelles ont touché plusieurs régions du pays voisin, entraînant là aussi des pertes humaines, dues à des inondations et à des accidents en mer.

Face à cette situation régionale tendue, les autorités algériennes espèrent que la prévention et l'anticipation permettront d'éviter de nouveaux drames. Les prochaines heures seront décisives.

Burkina Faso : Un message des jihadistes du Jnim asphyxie le grand marché à bétail de Fada N'Gourma

Habituellement, dès l'aube, Fada N'Gourma bruisse des cris de bétail et des négociations animées entre éleveurs et commerçants venus de toute la région. Mais depuis dimanche dernier, quelque chose a changé. Le plus grand marché à bétail du Burkina Faso, véritable carrefour économique de l'Est et au-delà des frontières, a tourné au ralenti. Pas d'attaque visible, pas de combats. Juste l'absence.

La veille, un message audio attribué au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim), affilié à al-Qaïda, avait circulé. Une consigne claire : plus aucun approvisionnement du marché, plus aucun échange, sous peine de représailles. En quelques heures, la peur a fait ce que les armes n'ont pas eu besoin de faire. Les routes se sont vidées. Les troupeaux sont restés à l'écart. Le blocus, sans coup de feu, a commencé.

Selon les habitants et les acteurs du marché joints par un média français, aucune nouvelle bête n'est entrée dans la ville, et aucune n'en est sortie. « Ici, tout le monde a peur », confie un habitué, résumant un sentiment largement partagé. Le marché n'est pas officiellement fermé, mais il est paralysé. Et pour une ville qui vit de ces échanges, l'effet est immédiat.

Le Jnim justifie cette pression en accusant les forces armées burkinabè et leurs supplétifs civils, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), de graves exactions : exécutions sommaires, arrestations arbitraires et vols de bétail. Des accusations récurrentes dans cette région où les opérations militaires sont fréquentes, et où le groupe jihadiste multiplie lui aussi les attaques contre des positions militaires, l'université, ou par des enlèvements de soldats.

Pris entre deux feux, les civils paient le prix fort. D'un côté, la menace jihadiste qui impose ses règles par la peur. De l'autre, la suspicion permanente de l'armée, qui voit parfois dans la population locale des relais ou des soutiens à l'ennemi. Une situation étouffante, où chaque déplacement, chaque activité économique devient un risque.

« Sans ce marché, beaucoup de gens ne pourront pas rester vivre ici », alerte un habitant de Fada. Car au-delà de la ville, c'est toute une chaîne régionale qui vacille : le marché à bétail de Fada N'Gourma alimente de nombreux autres centres au Burkina Faso et dans les pays voisins. Son asphyxie menace bien plus qu'un simple lieu d'échange : elle fragilise un pilier de survie pour des milliers de familles.

À Fada, le silence du marché résonne désormais comme un avertissement. Celui d'un conflit qui, sans forcément se montrer, continue de grignoter le quotidien et les moyens de subsistance des populations.



Finale tendue de la CAN 2025 : La CAF sévit, cinq matchs pour Pape Thiaw et des amendes records

La finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, remportée sur le terrain par le Sénégal, mais entachée par une fin de match explosive, continue de faire des vagues. Plusieurs semaines après les incidents survenus lors de l'opposition entre le Maroc et le Sénégal, la Confédération africaine de football (CAF) a officiellement rendu ses décisions disciplinaires. Verdict : des sanctions lourdes, ciblées, et un message clair envoyé à l'ensemble du football africain.



Pas de nouveau match : la CAF tranche définitivement

Contestée par la Fédération royale marocaine de football, la finale ne connaîtra pas de second acte. Le Maroc avait saisi la CAF, estimant que la sortie de terrain des joueurs sénégalais après le penalty accordé dans le temps additionnel constituait une violation du règlement de la compétition. Après examen, le jury disciplinaire a rejeté la requête. Le résultat de la finale est donc définitivement entériné.

Pape Thiaw lourdement sanctionné

C'est l'une des décisions les plus marquantes de ce verdict. Le sélectionneur sénégalais Pape Thiaw a été suspendu pour cinq matchs officiels relevant des compétitions CAF. Il écope également d'une amende de 100 000 dollars.

La CAF lui reproche un comportement antisportif et une atteinte à l'image du football africain, notamment pour avoir ordonné à ses joueurs de quitter la pelouse après le penalty sifflé en faveur du Maroc.

Joueurs sanctionnés des deux côtés

Plusieurs acteurs de la rencontre paient également leur implication dans les incidents :

Achraf Hakimi, capitaine marocain, est suspendu pour deux matchs, dont un avec sursis, pour comportement antisportif.

Ismaël Saïbari écope de trois matchs de suspension et d'une amende de 100 000 dollars, notamment pour son rôle dans l'altercation autour du gardien sénégalais Édouard Mendy.

Côté sénégalais, Iliman Ndiaye et Ismaïla Sarr sont chacun suspendus pour deux matchs CAF pour comportement antisportif envers l'arbitre.

Des fédérations également dans le viseur

La CAF ne s'est pas limitée aux individus et a également frappé les instances nationales.

La Fédération sénégalaise de football devra s'acquitter d'un total de 615 000 dollars d'amendes :

300 000 dollars pour le comportement jugé inapproprié de ses supporters,

300 000 dollars pour les agissements des joueurs et du staff,

15 000 dollars pour cumul d'avertissements disciplinaires.

La Fédération marocaine, de son côté, est sanctionnée à hauteur de 315 000 dollars :

200 000 dollars pour le comportement des ramasseurs de balles,

100 000 dollars pour l'envahissement de la zone VAR par joueurs et encadrement,

15 000 dollars pour l'utilisation de lasers par des supporters.

Un signal fort de la CAF

À travers ces sanctions, la Confédération africaine de football entend rappeler son attachement aux principes de fair-play, de respect de l'arbitrage et de protection de l'image de ses compétitions.

Si la CAN 2025 restera dans les mémoires pour son intensité sportive, elle laisse aussi un avertissement clair : les débordements, même en finale, ne resteront plus impunis.

Sénégal : Sanctions de la CAF, le gouvernement fait bloc derrière Pape Thiaw et compte faire appel

Onze jours après une finale de Coupe d'Afrique des nations électrique disputée au Maroc, le dossier disciplinaire ouvert par la Confédération africaine de football (CAF) continue de faire des vagues. Face aux lourdes sanctions infligées à son sélectionneur, le Sénégal a décidé de ne pas rester silencieux. Le gouvernement, par la voix de la ministre de la Jeunesse et des Sports, Khady Diene Gaye, a annoncé son intention de faire appel des décisions de la CAF.

Au cœur de la polémique : la suspension de cinq matches infligée à Pape Bouna Thiaw, assortie d'une amende de 100 000 dollars, soit environ 54 millions de francs CFA. Une sanction jugée excessive par les autorités sénégalaises, qui estiment qu'elle pénalise injustement l'équipe nationale, fraîchement sacrée championne d'Afrique pour la deuxième fois de son histoire.

Pour Dakar, toutes les voies de recours doivent être explorées. La Fédération sénégalaise de football peut saisir les instances internes de la CAF ou porter l'affaire devant le Tribunal arbitral du sport (TAS). Une bataille juridique que le gouvernement entend accompagner pleinement. « Nous ne ménagerons aucun effort pour être aux côtés de notre coach »,



a martelé la ministre, soulignant le rôle central de Pape Thiaw dans le succès des Lions et défendant son attitude, qualifiée de « patriotique ».

Dans l'opinion publique, le sélectionneur bénéficie d'un large soutien. Héros national depuis le sacre continental, il a vu une cagnotte en ligne être rapidement lancée pour l'aider à s'acquitter de l'amende. Mais dans un message empreint de sobriété, Pape Thiaw a lui-même appelé à la suspension de cette initiative, invitant les Sénégalais à orienter leur générosité vers des causes sociales plus urgentes.

Les sanctions de la CAF ne s'arrêtent toutefois pas au sélectionneur. Les internationaux Illiman Ndiaye et Ismaïla Sarr ont écopé chacun de deux matches de suspension pour des propos et comportements jugés antisportifs envers l'arbitre de la finale.

La Fédération sénégalaise de football est également lourdement touchée sur le plan financier, avec plusieurs amendes totalisant plus de 600 000 dollars, liées aux critiques de ses dirigeants et aux débordements de supporters lors de la rencontre.

Cette série de sanctions illustre la fermeté de la CAF face aux incidents ayant émaillé la finale, une ligne disciplinaire qui concerne aussi le pays hôte, le Maroc, lui-même sanctionné. Mais à Dakar, le sentiment dominant reste celui d'une décision sévère, voire disproportionnée, à laquelle le Sénégal entend répondre par les voies du droit, tout en affichant une unité sans faille autour de son sélectionneur.

Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉️ infos@mianmedia.com | ☎️ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎️ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



Visitez : www.mianmedia.com

Hamaniè

N° 084 - 30/01/2026